

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

**Art. 10.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de chacune des dispositions de la présente loi, à l'exception du présent article.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget, en charge du Milieu marin,

J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Economie,

M. VERWILGHEN

Le Ministre de la Défense,

A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Intérieur,

P. DEWAELE

Le Ministre de l'Environnement,

B. TOBBACK

Le Ministre des Affaires étrangères,

K. DE GUCHT

Le Ministre de Mobilité,

R. LANDUYT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session ordinaire 2004-2005.*

Chambre des représentants.

*Documents parlementaires.* — Projet de loi, n° 51-1805/1. — Rapport de la Commission, n° 51-1805/2. — Texte corrigé par la Commission, n° 51-1805/3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-1805/4.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séance du 16 juin 2005.

Sénat.

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1248/1. — Projet non évoqué par le Sénat.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

**Art. 10.** Behalve voor dit artikel, bepaalt de Koning voor elk artikel van deze wet de dag waarop het in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 september 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting, belast met het Mariene Milieu,

J. VANDE LANOTTE

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Economie,

M. VERWILGHEN

De Minister van Landsverdediging,

A. FLAHAUT

De Minister van Binnenlandse Zaken,

P. DEWAELE

De Minister van Leefmilieu,

B. TOBBACK

De Minister van Buitenlandse Zaken,

K. DE GUCHT

De Minister van Mobiliteit,

R. LANDUYT

Met 's Lands zegel gezegeld

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Gewone zitting 2004-2005.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp, nr. 51-1805/1. — Verslag van de Commissie, nr. 51-1805/2. — Tekst verbeterd door de Commissie, nr. 51-1805/3. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-1805/4.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 juni 2005.

Senaat.

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1248/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2005 — 2700

[S - C - 2005/00599]

**17 FEVRIER 2005.** — Loi modifiant les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2005 — 2700

[S - C - 2005/00599]

**17 FEBRUARI 2005.** — Wet tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 en van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

CHAPITRE II. — *Modifications des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973*

**Art. 2.** L'article 16 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par les lois des 5 juillet 1976, 8 juillet 1976, 3 décembre 1984, 21 août 1987, 7 juillet 1994 et 2 avril 2001, est complété par un 7°, rédigé comme suit :

« 7° sur les demandes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques. »

**Art. 3.** L'article 16bis des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 12 février 1999, est abrogé.

**Art. 4.** Dans l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 25 mai 1999, les mots « , 1° à 6°, » sont insérés entre les mots « articles 11, 12, 13, 14 et 16 » et les mots « peuvent être portés ».

**Art. 5.** L'article 30 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 17 octobre 1990, 4 août 1996 et 18 avril 2000, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le Roi fixe par arrêté délibéré en Conseil des ministres les règles particulières de délai et de procédure pour le traitement des demandes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

Les articles 19, 21 et 21bis, en ce qu'ils traitent du dossier administratif et de l'intervention à l'appui de la requête, ne s'appliquent pas aux procédures fondées sur l'article 15ter précité.

Ceux qui ont intérêt à la solution de l'affaire peuvent y intervenir en défense et l'arrêt statuant sur la demande est susceptible d'opposition, de tierce opposition et de révision, selon les modalités fixées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres. »

**Art. 6.** Dans l'article 52, alinéa 1<sup>er</sup>, des mêmes lois coordonnées, les mots « 1° à 6°, » sont insérés entre les mots « articles 12, 13 et 16, » et les mots « sont traitées ».

**Art. 7.** Dans l'article 63 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 16 juin 1989 et 4 août 1996, les mots « articles 11, 12, 13, 14, 16, 17 et 18 » sont remplacés par les mots « articles 11, 12, 13, 14, 16, 1° à 6°, 17 et 18 ».

**Art. 8.** L'article 97 des mêmes lois coordonnées, modifié par les lois des 18 juin 1983 et 16 juin 1989, est complété par l'alinéa suivant :

« En cas de parité des voix, l'arrêt conclut au rejet de la demande visée à l'article 16, 7°. »

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques*

**Art. 9.** A l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, inséré par la loi du 12 février 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « une chambre bilingue » sont remplacés par les mots « l'assemblée générale de la section d'administration »;

2° le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La demande introduite par au moins un tiers des membres de la Commission de contrôle doit être adressée directement au Conseil d'Etat. A peine d'irrecevabilité, la demande ainsi transmise indique le nom des parties demanderesse, l'institution visée à l'article 22 contre laquelle la demande est dirigée, une description des faits et indices concordants ainsi que le ou les droits consacrés par la Convention visée à l'alinéa précédent et envers lesquels il est prétendu que le parti incriminé a montré son hostilité. La demande désigne en outre les personnes physiques et morales impliquées dans les faits précités. Le Roi peut fixer des modalités complémentaires concernant le contenu de la demande. Le Conseil d'Etat prononce, dans les six mois de sa saisine, un arrêt dûment motivé et peut décider de supprimer la dotation qui, en vertu du présent chapitre, est allouée à l'institution visée à l'article 22, soit à concurrence du double du montant des dépenses financées

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973*

**Art. 2.** Artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, gewijzigd bij de wetten van 5 juli 1976, 8 juli 1976, 3 december 1984, 21 augustus 1987, 7 juli 1994 en 2 april 2001, wordt aangevuld met een 7°, luidende :

« 7° de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen. »

**Art. 3.** Artikel 16bis van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 12 februari 1999, wordt opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 19, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 25 mei 1999, worden de woorden « , 1° tot 6°, » ingevoegd tussen de woorden « de artikelen 11, 12, 13, 14 en 16 » en de woorden « kunnen voor de afdeling administratie worden gebracht ».

**Art. 5.** Artikel 30 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 17 oktober 1990, 4 augustus 1996 en 18 april 2000, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de bijzondere regels inzake de termijn en de procedure voor de behandeling van de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen.

De artikelen 19, 21 en 21 bis, voor zover zij betrekking hebben op het administratief dossier en op de tussenkomst ter ondersteuning van het beroep, zijn niet van toepassing op de procedures die gebaseerd zijn op voornoemd artikel 15ter.

Degenen die belang hebben bij de oplossing van de zaak kunnen erin tussenkomen als verdediger en het arrest waarin over de aanvraag uitspraak wordt gedaan, is vatbaar voor verzet, derdenverzet en herziening onder de voorwaarden als bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. »

**Art. 6.** In artikel 52, eerste lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, worden de woorden « , 1° tot 6°, » ingevoegd tussen de woorden « de artikelen 12, 13 en 16 » en de woorden « worden behandeld ».

**Art. 7.** In artikel 63 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989 en 4 augustus 1996, worden de woorden « de artikelen 11, 12, 13, 14, 16, 17 en 18 » vervangen door de woorden « de artikelen 11, 12, 13, 14, 16, 1° tot 6°, 17 en 18 ».

**Art. 8.** Artikel 97 van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1983 en 16 juni 1989, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Bij staking van stemmen besluit het arrest dat de in artikel 16, 7°, bedoelde aanvraag verworpen wordt. »

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen*

**Art. 9.** In artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, ingevoegd bij de wet van 12 februari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « een tweetalige kamer » vervangen door de woorden « de algemene vergadering van de afdeling administratie »;

2° § 1, tweede lid, wordt vervangen als volgt :

« De aanvraag die wordt ingediend door ten minste een derde van de leden van de Controlecommissie moet rechtstreeks aan de Raad van State worden gericht. Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt in de aldus toegezonden aanvraag melding gemaakt van de naam van de eisende partijen, de in artikel 22 bedoelde instelling waartegen de aanvraag gericht is, een beschrijving van de feiten en overeenstemmende tekenen alsmede van het recht of de rechten die werden bekrachtigd bij het in het vorige lid bedoelde Verdrag en waarvan wordt beweerd dat de aangeklaagde partij er kennelijk tegen gekant is. In de aanvraag worden voorts de natuurlijke personen en rechtspersonen vermeld die bij voornoemde feiten betrokken zijn. De Koning kan bijkomende nadere regels vaststellen wat de inhoud van de aanvraag betreft. De Raad van State brengt, binnen zes maanden na de aanhangigmaking, een behoorlijk met redenen omkleed arrest uit en

ou réalisées pour l'accomplissement de cet acte, soit pendant une période qui ne peut être inférieure à trois mois ni supérieure à un an. »;

3° le § 1<sup>er</sup> est complété par l'alinéa suivant :

« Le Conseil d'Etat peut ordonner la publication ou la diffusion de son arrêt ou d'un résumé de celui-ci par la voie de journaux ou de toute autre manière, aux frais de l'institution visée à l'article 22 qui est sanctionnée. »;

4° le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les parties peuvent établir leur demande et tout autre écrit de procédure, ainsi que leurs déclarations, dans la langue de leur choix.

Ces demandes, écrits et déclarations sont traduits par les services du Conseil d'Etat lorsqu'une partie justifiant d'un intérêt le demande.

Les actes de procédure émanant des organes du Conseil d'Etat ainsi que les arrêts sont établis dans la langue du groupe linguistique auquel appartiennent les députés ou sénateurs du parti politique visé au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2. Ils sont traduits par les services du Conseil d'Etat lorsqu'une partie justifiant d'un intérêt le demande.

Lorsque le parti politique concerné compte des députés ou sénateurs qui n'appartiennent pas exclusivement à l'un des groupes linguistiques français ou à l'un des groupes linguistiques néerlandais de la Chambre et du Sénat, les actes de procédure émanant du Conseil d'Etat ainsi que les arrêts sont notifiés en français et en néerlandais, ainsi qu'en allemand lorsqu'une partie justifiant d'un intérêt le demande.

Les demandes et autres écrits de procédure co-signés par des députés ou sénateurs qui n'appartiennent pas exclusivement à l'un des groupes linguistiques français ou à l'un des groupes linguistiques néerlandais de la Chambre et du Sénat, peuvent être établis dans les deux ou les trois langues nationales, selon le cas. Les actes de procédure émanant des organes du Conseil d'Etat, ainsi que ses arrêts sont en ce cas notifiés dans les deux ou trois langues nationales, selon le cas. Les services du Conseil d'Etat assurent la traduction des actes et déclarations des autres parties lorsqu'une partie justifiant d'un intérêt le demande »;

5° le § 3 est abrogé.

#### CHAPITRE IV. — Entrée en vigueur

**Art. 10.** Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 février 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Notes

(1) *Session extraordinaire 2003.*

Chambre des représentants.

Document parlementaire. — Proposition de loi, n° 217/1.

*Session ordinaire 2003-2004.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Amendements, n° 217/2-6. — Avis du Conseil d'Etat, n° 217/7. — Erratum, n° 217/8. — Amendements, n° 217/9-10. — Rapport, n° 217/11. — Texte adopté par la commission, n° 217/12. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 217/13.

kan beslissen de dotatie die krachtens dit hoofdstuk aan de in artikel 22 bedoelde instelling wordt toegekend, in te trekken hetzij ten belope van het dubbele van het bedrag van de voor het stellen van die daad gefinancierde of gedane uitgaven, hetzij voor een periode die niet korter mag zijn dan drie maanden noch langer dan één jaar. »;

3° § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De Raad van State kan gelasten zijn arrest of een samenvatting daarvan via de kranten of op enigerlei andere wijze te publiceren of te verspreiden, ten laste van de instelling bedoeld bij artikel 22 waaraan een sanctie wordt opgelegd. »;

4° § 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De partijen mogen hun aanvraag en elk ander proceduristuk, evenals hun verklaringen, in de taal van hun keuze opstellen.

Deze aanvragen, stukken en verklaringen worden vertaald door de diensten van de Raad van State wanneer een partij die van enig belang doet blijken, dit vraagt.

De akten van rechtspleging van de organen van de Raad van State evenals de arresten worden opgesteld in de taal van de taalgroep waartoe de volksvertegenwoordigers of senatoren van de in § 1, tweede lid, bedoelde politieke partij behoren. Zij worden vertaald door de diensten van de Raad van State wanneer een partij die van enig belang doet blijken, dit vraagt.

Wanneer de betrokken politieke partij, volksvertegenwoordigers of senatoren telt die niet uitsluitend tot één van de Nederlandse taalgroepen of tot één van de Franse taalgroepen van de Kamer en van de Senaat behoren, worden de akten van rechtspleging van de Raad van State, evenals de arresten, in het Nederlands en in het Frans betekend, alsook in het Duits wanneer een partij die van enig belang doet blijken, dit vraagt.

De aanvragen en andere proceduristukken die medeondertekend worden door volksvertegenwoordigers of senatoren die niet uitsluitend tot één van de Nederlandse taalgroepen of tot één van de Franse taalgroepen van de Kamer en van de Senaat behoren, mogen opgesteld worden in de twee of de drie landstalen, naar gelang van het geval. De akten van rechtspleging van de organen van de Raad van State evenals zijn arresten worden in dit geval betekend in de twee of drie landstalen, naar gelang van het geval. De diensten van de Raad van State zorgen voor de vertaling van de akten en verklaringen van de andere partijen wanneer een partij die van enig belang doet blijken, dit vraagt. »;

5° § 3 wordt opgeheven.

#### HOOFDSTUK IV. — Inwerkingtreding

**Art. 10.** Deze wet treedt in werking op een door de Koning te bepalen datum.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 februari 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
P. DEWAELE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

Nota's

(1) *Buitengewone zitting 2003.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementair bescheid. — *Wetsvoorstel, nr. 217/1.*

*Gewone zitting 2003-2004.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nr. 217/2-6. — Advies van de Raad van State, nr. 217/7. — Erratum, nr. 217/8. — Amendementen, nr. 217/9-10. — Verslag, nr. 217/11. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 217/12. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 217/13.

*Compte rendu intégral.* — 12 février 2004.

*Session ordinaire 2004-2005.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-515/1. — Amendements, n° 3-515/2. — Rapport, n° 3-515/3. — Amendements, n° 515/4. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 3-515/5.

*Annales du Sénat.* — 20 janvier 2005.

*Integraal Verslag.* — 12 februari 2004.

*Gewone zitting 2004-2005.*

Senaat

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-515/1. — Amendementen, nr. 3-515/2. — Verslag, nr. 3-515/3. — Amendementen, nr. 3-515/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 3-515/5.

*Handelingen van de Senaat.* — 20 januari 2005.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2005 — 2701

[C — 2005/00598]

**31 AOUT 2005.** — Arrêté royal déterminant les règles particulières de délai et de procédure pour le traitement des demandes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques

### RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté tend à donner exécution à l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques, inséré par la loi du 12 février 1999 et modifié par la loi du 17 février 2005.

Cette disposition prévoit que lorsqu'un parti politique par son propre fait ou par celui de ses composantes, de ses listes, de ses candidats ou de ses mandataires élus, montre de manière manifeste et à travers plusieurs indices concordants son hostilité envers les droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et par les protocoles additionnels à cette Convention, la dotation allouée à l'A.S.B.L. constituée par le parti politique doit être supprimée, si l'assemblée générale de la section d'administration du Conseil d'Etat le décide.

A cet effet, une demande doit être introduite au Conseil d'Etat par au moins un tiers des membres de la Commission de contrôle visée à l'article 1er de la loi précitée.

En vertu de l'article 15ter, § 1er, alinéa 2, de la loi du 4 juillet 1989, le Roi peut fixer les modalités complémentaires concernant le contenu de la demande.

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à Votre Majesté exécute également l'article 30, § 4, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, inséré par la loi du 17 février 2005.

En vertu de cette disposition, un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres fixe les règles particulières de délai et de procédure pour le traitement des demandes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989.

Tel est l'objet de l'arrêté en projet qui a été délibéré en Conseil des Ministres le 25 mars 2005.

Dans son avis 38.347/4 donné le 18 mai 2005, le Conseil d'Etat recommande un réexamen des dispositions prévoyant l'interruption ou la suspension de certains délais de procédure que l'arrêté en projet organise, de manière à ce que le délai de six mois dont dispose le Conseil d'Etat pour statuer puisse être respecté.

Ces dispositions ont été revues conformément à cette recommandation (cf. articles 3, 5, 8, 9, 10, 11, 13 et 20 de l'arrêté en projet ainsi que le commentaire de ces articles).

Il convient de souligner à cet égard que :

L'article 30, § 4, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat habilite expressément le Roi à fixer les règles particulières de délai et de procédure pour le traitement des demandes visées à l'article 15ter, § 1er, alinéa 2, de la loi susvisée du 4 juillet 1989. Le Roi dispose par conséquent de la compétence de prévoir des causes de suspension et d'interruption des délais, justifiées par les spécificités de la procédure instituée par l'article 15ter de la loi.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2005 — 2701

[C — 2005/00598]

**31 AUGUSTUS 2005.** — Koninklijk besluit tot regeling van de bijzondere regels inzake de termijn en de procedure voor de behandeling van de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen

### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, strekt ertoe artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, ingevoegd bij de wet van 12 februari 1999 en gewijzigd bij de wet van 17 februari 2005, uit te voeren.

Deze bepaling voorziet dat indien een politieke partij door eigen toedoen of door toedoen van haar componenten, lijsten, kandidaten of gekozenen, duidelijk en door middel van verscheidene, met elkaar overeenstemmende tekenen, aantoonde dat ze vijandig staat tegenover de rechten en vrijheden die gewaarborgd worden door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en door de aanvullende protocollen bij dat Verdrag, de dotatie toegekend aan de door de politieke partij opgerichte V.Z.W., ingetrokken moet worden als de algemene vergadering van de afdeling administratie van de Raad van State dat beslist.

Hiertoe moet een aanvraag ingediend worden bij de Raad van State door ten minste een derde van de leden van de Controlecommissie bedoeld in artikel 1 van voornoemde wet.

Krachtens artikel 15ter, § 1, tweede lid, van de wet van 4 juli 1989, kan de Koning de bijkomende nadere regels vaststellen wat de inhoud van de aanvraag betreft.

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit voor te leggen, voert eveneens artikel 30, § 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, ingevoegd bij de wet van 17 februari 2005, uit.

Krachtens deze bepaling bepaalt een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit de bijzondere regels inzake de termijn en de procedure voor de behandeling van de aanvragen ingediend overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989.

Dit is het voorwerp van het ontwerpbesluit dat op 25 maart 2005 in Ministerraad werd overlegd.

In zijn advies 38.347/4 gegeven op 18 mei 2005 beveelt de Raad van State aan om de bepalingen inzake stuiting en schorsing van sommige termijnen van de rechtspleging dat het ontwerpbesluit organiseert te herbekijken, zodat de termijn van zes maand, waarover de Raad van State beschikt om een uitspraak te doen, kan nageleefd worden.

Deze bepalingen werden opnieuw bekeken overeenkomstig deze aanbeveling (zie artikels 3, 5, 8, 9, 10, 11, 13 en 20 van het ontwerpbesluit evenals de commentaar bij deze artikels).

In dit verband dient te worden onderstreept dat :

Artikel 30, § 4, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State aan de Koning uitdrukkelijk machtiging verleent om de bijzondere regels te bepalen inzake de termijn en de procedure voor de behandeling van de aanvragen bedoeld in artikel 15ter, § 1, tweede lid, van bovenvermelde wet van 4 juli 1989. De Koning beschikt bijgevolg over de bevoegdheid om oorzaken van schorsing of stuiting van de termijnen te voorzien, die gerechtvaardigd zijn door de bijzonderheden van de procedure ingesteld bij artikel 15ter van de wet.